TÜSTAV ARŞİVİ
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

REVOLUTION. N°0 29-2-80

ne pourra se tenir qu'après son élection, c'est-à-dire début avril.

CANADA

RETOUR DE TRUDEAU

L'alternance, c'est le fin du fin pour le grand capital. Car c'est sa politique que mettent successivement en œuvre, en Allemagne fédérale S.P.D et C.D.U, en Grande-Bretagne Labour et Tories, aux États-Unis républicains et démocrates, etc. Sans que jamais, ainsi, n'émerge le risque d'une alternance réelle, démocratique et socialiste.



Tel est aussi le système canadien. Avec une nuance toutefois : l'alternance y est fort brève. C'est ainsi que Pierre Elliot Trudeau et son parti libéral, portés par une vague en forme de raz-de-marée – 44,6 % des suffrages, 146 sièges sur 282 – viennent, au lendemain des élections du 18 février, de revenir au pouvoir... après l'avoir quitté le 22 mai dernier.

Une aussi brève absence...

BULGARIE

« INTELLECTUALISATION »

« Ces derniers temps, dans la pratique sociale et économique, la Bulgarie met l'accent sur le processus d'intellectualisation du travail. », écrit l'agence d'information bulgare.

« Il s'agit surtout d'accroître le rôle de la science en tant que force productive immédiate. Le pays dispose d'un nombre suffisant pour la réalisation de cet objectif : sur le front scientifique travaillent actuellement plus de soixante-cinq mille personnes, dont vingt-deux mille chercheurs. Il importe de mobiliser ces spécialistes pour la solution des problèmes urgents que pose la réalité contemporaine.

Quels sont ces problèmes ? Un des plus importants est celui du développement de la base destinée à la production d'éléments pour l'électronique. On cherche des solutions pour l'automatisation des travaux manuels au moyen de licences ou des réalisations dont il aura hérité. Il pourra dire qu'il le fait à son corps défendant, la mort dans l'âme. Peut-être même, si le débit du robinet à dollars ne ralentit pas, offrira-t-il quelques compensations aux couches les plus malheureuses.

Les recommandations du F.M.I. étaient des ordres. Le gouvernement turc a obtempéré. Augmentations passives des prix, le sucre 90 %, le ciment 50 %, le tabac 60 %, l'acier 95 %, l'électricité 125 %, les transports publics de 30 à 100 %, l'essence 45 %, le fuel 100 %... Il fallait 47 livres turques pour acheter 1 dollar, il en faut aujourd'hui 70, d'où une dévaluation de 48,5 %. Le fondateur de la République, Kemal Atatürk, avait créé un vaste secteur public. Celui-ci est démantelé, ouvert aux capitaux privés, aux investissements extérieurs. Les banques internationales sont autorisées à ouvrir des succursales dans le pays. Qui s'étonnera que ce lourd paquet soit accueilli « avec satisfaction, voire avec soulagement, par les banquiers et les étrangers » ? (1) Dans la presse spécialisée on salue l'entrée de l'économie turque dans la voie du libéralisme. Enfin, une politique « crédible » ! Et le secrétaire général de l'O.C.D.E., Van Lennep, venu sur place s'informer de « l'espérance de vie » du gouvernement, estime que les capitaux étrangers vont désormais pouvoir affluer et assurer l'interdépendance économique de la Turquie avec l'Europe.

Sur la lancée, Demirel annonce que son pays « doit devenir un membre de la C.E.E. à part entière ». Une délégation, conduite par le ministre turc des Affaires étrangères, s'est rendue à Bruxelles pour réactiver les relations de la Communauté avec un pays « situé dans une région d'un intérêt considérable pour l'Occident ». Le communiqué sur cette visite indique que « les deux parties ont réaffirmé leur attachement aux principes fondamentaux de la démocratie, de la liberté et de la paix ». On le voit, la C.E.E. est beaucoup moins chatouilleuse sur le caractère démocratique des candidats qui frappent à sa porte.

Eh oui, nous en sommes à l'impérialisme des temps difficiles. Certaines délicatesses n'ont plus cours. Un journal écrit même tranquillement : « La Turquie, pays européen, doté d'un régime démocratique, a parfaitement le droit de demander l'adhésion... » (2). Pourtant, les articles 141 et 142 du Code pénal turc, traduits du Code mussolinien, sont plus que jamais en vigueur. Ces articles interdisent et répriment sévèrement – la peine de mort est prévue – toute propagande, toute organisation qui fait référence à la lutte des classes pour proposer des changements politiques et sociaux. Pourtant, des commandos fascistes, armés et entraînés par le parti du mouvement national, assassinent chaque jour de cinq à six militants ou-

(1) « Les Echos », 28 janvier 1980

(2) « Le Monde », 9 février 1980

OTAN/FLANC SUD

La Turquie à coups de fusil

Becs et ongles : le « monde libre » se bat à coups de fusils et de chars contre les ouvriers turcs pour garder la Turquie à l'Occident.

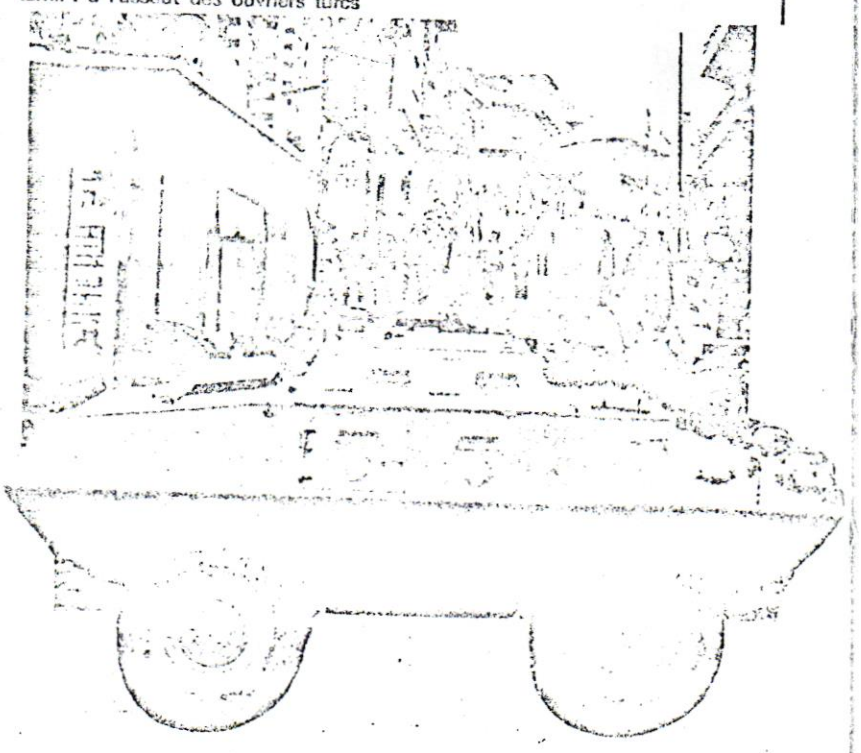
ROGER TRUDNAC

Cette fois, c'est du sérieux. Les tergiversations, les mesures partielles, ne sont plus de mise. L'inquiétude des puissances occidentales pour le flanc sud de l'O.T.A.N. s'est muée en angoisse. Il faut maintenant agir, ne pas hésiter à trancher dans le vif. La perte des bases américaines avec la chute de la dictature en Iran, l'espoir évanoui de les transférer en Afghanistan, ne permettent plus d'attendre. Aux frontières de l'Union soviétique, « la position stratégique de la Turquie est aujourd'hui d'une importance mondiale » note M. Franz-Josef Strauss. Ce pays doit donc être amarré solidement au système impérialiste.

La R.F.A. qui, depuis le sommet de la Guadeloupe, a noué des liens plus étroits avec la Turquie, est chargée par l'Europe des neuf de la responsabilité de « l'aider ». Son ministre des Finances, Hans Matthöfer, a pris personnellement les choses en main. Il collecte les fonds, fait le tour des capitales, coordonne les efforts et met en place un plan rigoureux de cinq ans qui ne se contentera pas de simples promesses. Les prêts devront effectivement et régulièrement être versés à Ankara. Régulièrement, c'est-à-dire chaque mois, au rythme de 300 millions de dollars.

La tâche est, il est vrai, plus facile depuis que le gouvernement de droite de Suleyman Demirel a accompli des pas considérables, appréciés par ses alliés. Jugez-en : il vient de conclure, le 10 janvier, un substantiel accord de coopération militaire avec les Etats-Unis et a accepté, deux semaines plus tard, les dures conditions du Fonds monétaire international. Le Premier ministre turc ne se fait pas d'illusion sur les réactions populaires à sa politique d'austérité et de misère qui sacrifie les intérêts nationaux. Il multiplie les justifications : il lui fallait beaucoup de « courage », c'était le seul moyen d'éviter la ruine du pays. Quant à son prédécesseur, Bulent Ecevit, président du parti républicain du peuple – membre de l'Internationale socialiste –, il espère « user » son rival, provoquer des élections anticipées, les gagner et... mettre en œuvre les orienta-

Izmir : à l'assaut des ouvriers turcs



iers et intellectuels progressistes. Pourtant, le parti communiste de Turquie est contraint à la clandestinité depuis 57 ans. Ce sont là les fameuses « lacunes à combler de la démocratie turque » dont parlait Ecevit. Les libertés et les Droits de l'Homme sont foulés aux pieds. Quelques illustrations récentes :

- L'Union de la jeunesse progressiste et l'association des enseignants sont dissoutes, leurs dirigeants emprisonnés.
- Un éminent sociologue publie une étude sur les nationalités en Turquie et se retrouve en prison pour trois ans – le mot « kurde » est tabou.
- Sept dirigeants syndicaux sont arrêtés pour « avoir laissé chanter l'Internationale » à l'ouverture du XXIII[e] Congrès de la Fédération des métallurgistes.
- Cent mille travailleurs manifestent à Izmir contre le lock-out de 11 000 de leurs camarades. L'armée attaque avec les blindés et l'aviation : 2 morts, 40 blessés.
- « Politika », le seul quotidien qui rendait parfois compte des positions du parti communiste de Turquie, est interdit. Son directeur et son rédacteur en chef emprisonnés.
- Un million de livres scolaires où figuraient des œuvres du poète universel Nazim Hikmet sont interdits de distribution et envoyés au rebut.

L'instabilité reste le trait dominant de la vie politique en Turquie. L'actue gouvernement qui prétend la combattre l'aggrave encore par un autoritarisme renforcé, l'instauration d'un climat d'in sécurité et de peur, la menace d'une in tervention de l'armée. La classe ou vrière et les démocrates ne semblent ce pendant pas se laisser impressionner La Confédération syndicale D.I.S.K. qui draine l'essentiel de l'opposition dé mocratique légale, mène des actions d'envergure. Des dizaines de milliers de travailleurs sont en grève pour leurs re vendications et pour leurs droits. La né gociation des conventions collectives alors que « le plan d'assainissement » a gravement amputé le pouvoir d'achat e prévoit le gel des salaires, entre dans sa phase active. Elle donnera vraisembla blement lieu à de nouvelles luttes ou vrières. La D.I.S.K. a d'ailleurs envi sagé, la semaine dernière, le recours à la grève générale, toujours interdite par la loi.

Tout cela ne va pas dans le sens de la stabilisation économique et politique de la Turquie à laquelle le chancelier Schmidt, dit-on, porte une attention particulière. Question à suivre avec soin d'autant plus qu'elle « constitue un objectif prioritaire pour les Occidentaux qui y voient la seule riposte efficace aux événements afghans et iraniens. » (3).

(3) « Les Echos », 3 février 1980

PARTI SOCIALISTE

Le consensus pas à pas

Petite phrase de F. Mitterrand à « France-Soir », révélation faite par E. Pisani de sa passion pour la pêche à la ligne, perte de sang-froid de G. Defferre : actes d'isolés, ou expression un peu plus avancée d'une même orientation politique ?

GILBERT WASSERMAN

« Nous n'éliminerons pas l'éventualité de gouverner seuls. » Cette petite phrase, qui a depuis quelques jours fait couler beaucoup d'encre, a bel et bien été prononcée par François Mitterrand dans la longue interview qu'il a accordée à « France-Soir ». Jean-Pierre Chevènement aura beau demander aux commentateurs de se garder des erreurs d'interprétation, il ne parviendra pas à masquer la signification politique du fait qu'elle ait été prononcée.

Nous croyons le premier secrétaire du parti socialiste assez expérimenté pour mesurer la portée de ses propos. Nous n'attribuerons donc pas au hasard l'utilisation d'une formulation dont il nous était pourtant dit il y a quelques mois, au moment du congrès de Metz du P.S., qu'elle était un des points essentiels de désaccord entre la majorité mitterrandiste et le CERES de ce parti et sa minorité conduite par Pierre Mauroy et Michel Rocard.

Une formule ne suffit pas à démontrer que le parti socialiste a tourné le dos à l'union de la gauche, diront certains. Pareille objection serait recevable s'il y avait là un fait isolé, mais tel n'est pas le cas. Dans les faits, le parti socialiste a renoncé à l'union depuis qu'il a décidé en 1977 de vider de son contenu le Programme commun de la gauche, mais dans les mots il ne l'avait pas encore fait. Pense-t-il le moment venu

TÜSTAV ARŞİVİ TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI